

First Session, Forty-fourth Parliament,
70-71 Elizabeth II – 1 Charles III, 2021-2022-2023

Première session, quarante-quatrième législature,
70-71 Elizabeth II – 1 Charles III, 2021-2022-2023

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-281

PROJET DE LOI C-281

An Act to amend the Department of Foreign
Affairs, Trade and Development Act, the
Justice for Victims of Corrupt Foreign
Officials Act (Sergei Magnitsky Law), the
Broadcasting Act and the Prohibiting Cluster
Munitions Act

Loi modifiant la Loi sur le ministère des
Affaires étrangères, du Commerce et du
Développement, la Loi sur la justice pour les
victimes de dirigeants étrangers corrompus
(loi de Sergueï Magnitski), la Loi sur la
radiodiffusion et la Loi interdisant les armes
à sous-munitions

REPRINTED AS AMENDED BY THE STANDING COMMIT-
TEE ON FOREIGN AFFAIRS AND INTERNATIONAL DE-
VELOPMENT AS A WORKING COPY FOR THE USE OF
THE HOUSE OF COMMONS AT REPORT STAGE AND AS
REPORTED TO THE HOUSE ON MAY 4, 2023

RÉIMPRIMÉ TEL QUE MODIFIÉ PAR LE COMITÉ PERMA-
NENT DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPE-
MENT INTERNATIONAL COMME DOCUMENT DE TRA-
VAIL À L'USAGE DE LA CHAMBRE DES COMMUNES À
L'ÉTAPE DU RAPPORT ET PRÉSENTÉ À LA CHAMBRE LE
4 MAI 2023

MR. LAWRENCE

M. LAWRENCE

SUMMARY

This enactment amends the *Department of Foreign Affairs, Trade and Development Act* to impose certain requirements on the Minister of Foreign Affairs in relation to international human rights. It also amends the *Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act (Sergei Magnitsky Law)* to require the Minister of Foreign Affairs to respond to a report submitted by a parliamentary committee that recommends that sanctions be imposed under that Act against a foreign national.

In addition, this enactment amends the *Broadcasting Act* to prohibit the issue or renewal of a licence in relation to a broadcasting undertaking that is vulnerable to being significantly influenced by a foreign national or entity that has committed acts or omissions that the Senate or the House of Commons has recognized as genocide or that is subject to sanctions under the *Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act (Sergei Magnitsky Law)* or under the *Special Economic Measures Act*.

Finally, it amends the *Prohibiting Cluster Munitions Act* to prohibit a person from investing in an entity that has contravened certain provisions of the Act.

SOMMAIRE

Le texte modifie la *Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement* afin d'imposer certaines exigences au ministre des Affaires étrangères relativement aux droits de la personne à l'échelle internationale. Il modifie également la *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)* afin de prévoir l'obligation pour le ministre des Affaires étrangères de répondre à tout rapport soumis par un comité parlementaire qui recommande l'imposition de sanctions contre un étranger au titre de cette loi.

En outre, le texte modifie la *Loi sur la radiodiffusion* afin d'interdire l'attribution ou le renouvellement d'une licence à l'égard de toute entreprise de radiodiffusion qui est susceptible d'être considérablement influencée par un étranger ou une entité étrangère qui a commis des faits — actes ou omissions — reconnus par le Sénat ou la Chambre des communes comme constituant un génocide ou qui est visé par des sanctions en vertu de la *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)* ou de la *Loi sur les mesures économiques spéciales*.

Enfin, il modifie la *Loi interdisant les armes à sous-munitions* afin d'interdire tout investissement dans une entité qui a enfreint certaines dispositions de la loi.

BILL C-281

An Act to amend the Department of Foreign Affairs, Trade and Development Act, the Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act (Sergei Magnitsky Law), the Broadcasting Act and the Prohibiting Cluster Munitions Act

His Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Short Title

Short title

1 This Act may be cited as the *International Human Rights Act*. 5

2013, c. 33, s. 174

Department of Foreign Affairs, Trade and Development Act

2 Section 10 of the *Department of Foreign Affairs, Trade and Development Act* is amended by adding the following after subsection (3):

Human rights

(4) In exercising his or her powers, duties and functions under this Act in respect of the conduct of the external affairs of Canada, the Minister is to publish, at least once in every calendar year, a report that includes 10

(a) an outline of the measures that the Government of Canada has taken to advance human rights internationally as part of Canada's foreign policy; 15

(b) a list that sets out the following information relating to prisoners of conscience for whose release the Government of Canada is actively working:

441170

PROJET DE LOI C-281

Loi modifiant la Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement, la Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski), la Loi sur la radiodiffusion et la Loi interdisant les armes à sous-munitions

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

Titre abrégé

Titre abrégé

1 *Loi sur les droits de la personne à l'échelle internationale*. 5

2013, ch. 33, art. 174

Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

2 L'article 10 de la *Loi sur le ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement* est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

Droits de la personne

(4) Dans le cadre des attributions que lui confère la présente loi relativement à la conduite des affaires extérieures du Canada, le ministre publie, au moins une fois par année civile, un rapport contenant les éléments suivants : 10

a) un résumé des mesures que le gouvernement du Canada a prises pour faire progresser les droits de la personne sur la scène internationale dans le cadre de la politique étrangère du Canada; 15

- (i) the number of prisoners of conscience detained by each government or detaining authority,
 - (ii) the names of the prisoners of conscience,
 - (iii) the circumstances of the detentions,
 - (iv) the efforts that the Government of Canada has made to visit those prisoners and to attend their trials or hearings, including the number of requests made for such visits and the responses of the detaining governments or authorities, and
 - (v) other actions taken by the Government of Canada to support prisoners of conscience including those detained or experiencing treatment in contravention to human rights standards; and
- (c) a description of the Government of Canada's communications with the families of prisoners of conscience and its consultations with civil society on matters of human rights.

b) une liste concernant les prisonniers d'opinion que le gouvernement du Canada s'emploie activement à faire libérer, sur laquelle figurent les renseignements suivants :

- (i) le nombre de prisonniers d'opinion détenus par chaque gouvernement ou autorité de détention,
 - (ii) le nom des prisonniers d'opinion,
 - (iii) leur situation de détention,
 - (iv) les initiatives que le gouvernement du Canada a prises pour leur rendre visite et assister à leurs procès ou audiences, y compris le nombre de demandes de visite adressées aux gouvernements ou aux autorités responsables de la détention et les réponses obtenues,
 - (v) les autres mesures prises par le gouvernement du Canada pour soutenir les prisonniers d'opinion, y compris ceux qui sont détenus ou subissent des traitements contraires aux normes en matière de droits de l'homme;
- c) une description des communications du gouvernement du Canada avec les familles des prisonniers d'opinion et des consultations qu'il a menées auprès de la société civile sur les questions liées aux droits de la personne.

Information not to be included

(5) In preparing the list referred to in paragraph (4)(b), the Minister must make all reasonable efforts to consult with family members or representatives of the prisoners of conscience and may decide not to include certain information in the list if a person consulted by the Minister requests that the information not be included, or the Minister is satisfied that not including it would be in the best interests of the advancement of human rights or the personal safety of the prisoner.

Strategy

(6) The Minister must develop and maintain a government-wide international human rights strategy.

Definition of *prisoner of conscience*

(7) In this section, *prisoner of conscience* means an individual who, in contravention of international human rights standards, has been detained or otherwise physically restricted solely because of their identity or their conscientiously held beliefs, including religious or political beliefs.

Exclusion de certains renseignements

(5) En établissant la liste prévue à l'alinéa (4)b), le ministre s'assure, dans la mesure du possible, de consulter les membres de la famille ou les représentants des prisonniers d'opinion et peut décider d'exclure certains renseignements de la liste à la demande d'une personne consultée, ou s'il estime qu'il serait avantageux de le faire pour la progression des droits de la personne ou pour la sécurité personnelle du prisonnier.

Stratégie

(6) Le ministre élabore et tient à jour une stratégie pan-gouvernementale en matière de droits internationaux de la personne.

Définition de *prisonnier d'opinion*

(7) Au présent article, *prisonnier d'opinion* s'entend d'une personne qui, en contravention des normes internationales en matière de droits de la personne, est détenue ou autrement restreinte dans sa liberté physique du seul fait de son identité ou de ses croyances, y compris ses convictions religieuses ou politiques.

2017, c. 21

Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act (Sergei Magnitsky Law)

3 The *Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act (Sergei Magnitsky Law)* is amended by adding the following after section 5:

Response to recommendation of committee

5.1 (1) If a motion adopted by a committee of the Senate, of the House of Commons or of both Houses of Parliament recommends that an order or regulation be considered or made under section 4 in relation to a foreign national, the Minister must prepare a response advising the committee whether or not the order or regulation has been made and setting out the reasons for the decision.

Tabling of response

(2) The response must be tabled in the Senate or the House of Commons or in both Houses of Parliament, as the case may be, within the timeline specified in the Standing Orders or rules of the Senate for responses to committee reports and must be posted in a prominent location on the website of the Department of Foreign Affairs, Trade and Development on the day after it is tabled.

Prorogation or dissolution

(3) If Parliament is prorogued before the response is tabled, the Minister must post the response in a prominent location on the website of the Department of Foreign Affairs, Trade and Development within the time limit referred to in subsection (2) regarding the tabling of the response. If Parliament is prorogued or dissolved before the response is tabled, the response must be tabled as soon as feasible after the commencement of the next session of Parliament.

1991, c. 11

Broadcasting Act

4 The *Broadcasting Act* is amended by adding the following after subsection 22(1):

2017, ch. 21

Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)

3 La *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)* est modifiée par adjonction, après l'article 5, de ce qui suit :

Réponse à la recommandation du comité

5.1 (1) En cas d'adoption par un comité soit du Sénat, soit de la Chambre des communes, soit mixte d'une motion recommandant que soit pris ou envisagé d'être pris un décret ou un règlement en vertu de l'article 4 à l'égard d'un étranger, le ministre prépare une réponse indiquant au comité si le décret ou le règlement a été pris et énonçant les motifs de la décision.

Dépôt de la réponse

(2) La réponse est déposée devant le Sénat, la Chambre des communes ou les deux chambres du Parlement, selon le cas, dans le délai de réponse aux rapports de comité prévu dans le Règlement du Sénat ou le Règlement de la Chambre des communes et est affichée à un endroit bien en vue sur le site Web du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement le jour suivant son dépôt.

Prorogation ou dissolution

(3) En cas de prorogation du Parlement avant le dépôt de la réponse, le ministre affiche celle-ci à un endroit bien en vue sur le site Web du ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement dans le délai prévu au paragraphe (2) pour son dépôt. En cas de prorogation ou de dissolution du Parlement avant le dépôt, la réponse est déposée dès que possible après le début de la session suivante du Parlement.

1991, ch. 11

Loi sur la radiodiffusion

4 La *Loi sur la radiodiffusion* est modifiée par adjonction, après le paragraphe 22(1), de ce qui suit :

Restriction — broadcasting undertakings subject to influence

(1.1) No licence shall be issued or renewed under this Part in relation to a broadcasting undertaking, including one that distributes foreign programming that is — despite any measure that the Commission could take under this Part — vulnerable to being significantly influenced 5
by a foreign national or entity

(a) that has committed acts or omissions that the Senate or the House of Commons has recognized as genocide; or

(b) that is the subject of an order or regulation made 10
under section 4 of the *Justice for Victims of Corrupt Foreign Officials Act (Sergei Magnitsky Law)* or section 4 of the *Special Economic Measures Act*.

2014, c. 27

Prohibiting Cluster Munitions Act

5 Section 4 of the *Prohibiting Cluster Munitions Act* is replaced by the following:

Purpose

4 The purpose of this Act is to implement Canada's commitments under the Convention, particularly its obligations under Article 5 (Victim assistance) and Article 6 (International cooperation and assistance) of the Convention, prohibit the provision of financial assistance and to restrict investments in relation to cluster munitions, explosive submunitions and explosive bomblets. 20

6 (1) Paragraph 6(e) of the Act is replaced by the following:

(d.1) directly or indirectly, individually or as a shareholder or partner or otherwise, acquire or have any pecuniary interest in — or make or guarantee a loan to — a person, knowing that the person has committed, or has aided or abetted in the commission of, any act referred to in paragraphs (a) to (d); 30

(e) attempt to commit any act referred to in paragraphs (a) to (d.1);

(2) Paragraphs 6(f) to (h) of the English version of the Act are replaced by the following:

Restriction — entreprises de radiodiffusion influençables

(1.1) Aucune licence ne peut être attribuée, ou renouvelée dans le cadre de la présente partie y compris une entreprise qui distribue de la programmation étrangère qui, malgré toute mesure que le Conseil peut prendre en vertu de la présente partie, est susceptible d'être considérablement influencé par un étranger ou une entité étrangère : 5

a) qui a commis des faits — actes ou omissions — reconnus par le Sénat ou la Chambre des communes comme constituant un génocide;

b) qui est visé par un décret ou un règlement pris en vertu de l'article 4 de la *Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergeï Magnitski)* ou de l'article 4 de la *Loi sur les mesures économiques spéciales.* 10

2014, ch. 27

Loi interdisant les armes à sous-munitions

5 L'article 4 de la *Loi interdisant les armes à sous-munitions* est remplacé par ce qui suit : 15

Objet

4 La présente loi porte sur l'exécution des engagements du Canada pris aux termes de la Convention, en particulier ses obligations au titre de l'article 5 (Assistance aux victimes) et de l'article 6 (Coopération et assistance internationales) de celle-ci, vise à interdire l'octroi d'une aide financière et vise à restreindre les investissements en lien avec les armes à sous-munitions, les sous-munitions explosives et les petites bombes explosives. 20

6 (1) L'alinéa 6e) de la même loi est remplacé par ce qui suit : 25

d.1) directement ou indirectement, individuellement ou en qualité d'actionnaire ou d'associé ou à quelque autre titre, d'acquérir ou d'avoir un intérêt pécuniaire dans une personne ou de consentir ou garantir un prêt à une personne en sachant qu'elle a commis un acte visé à l'un des alinéas a) à d) ou qu'elle a aidé ou encouragé une autre personne à le commettre; 30

e) de tenter de commettre tout acte visé à l'un des alinéas a) à d.1); 35

(2) Les alinéas 6f) à h) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(f) aid, abet or counsel another person to commit any act referred to in paragraphs (a) to (d.1);

(g) conspire with another person to commit any act referred to in paragraphs (a) to (d.1); or

(h) receive, comfort or assist another person, knowing that the person has committed, or has aided or abetted in the commission of, any act referred to in paragraphs (a) to (d.1), for the purpose of enabling the person to escape. 5

7 (1) Paragraph 11(3)(a) of the Act is replaced by the following: 10

(a) aiding, abetting or counselling another person to commit any act referred to in paragraphs 6(a) to (d.1), if it would not be an offence for that other person to commit that act; 15

(2) Paragraphs 11(3)(b) and (c) of the English version of the Act are replaced by the following:

(b) conspiring with another person to commit any act referred to in paragraphs 6(a) to (d.1), if it would not be an offence for that other person to commit that act; or 20

(c) receiving, comforting or assisting another person, knowing that that other person has committed, or has aided or abetted in the commission of, any act referred to in paragraphs 6(a) to (d.1), for the purpose of enabling that other person to escape, if it was not an offence for that other person to commit that act. 25

Transitional Provision

Non-application

8 Paragraph 6(d.1) of the *Prohibiting Cluster Munitions Act*, as enacted by subsection 6(1) of this Act, does not apply, for a period of one year beginning the day on which section 5 of this Act comes into force, to a person in respect of a pecuniary interest that they had, or a loan or loan guarantee that they made, before that day. 30

(f) aid, abet or counsel another person to commit any act referred to in paragraphs (a) to (d.1);

(g) conspire with another person to commit any act referred to in paragraphs (a) to (d.1); or

(h) receive, comfort or assist another person, knowing that the person has committed, or has aided or abetted in the commission of, any act referred to in paragraphs (a) to (d.1), for the purpose of enabling the person to escape. 5

7 (1) L'alinéa 11(3)a de la même loi est remplacé par ce qui suit : 10

(a) aide ou encourage une personne à commettre un acte visé à l'un des alinéas 6a) à d.1), ou lui conseille de le faire, si l'acte ne constitue pas une infraction pour celle-ci; 15

(2) Les alinéas 11(3)b) et c) de la version anglaise de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

(b) conspiring with another person to commit any act referred to in paragraphs 6(a) to (d.1), if it would not be an offence for that other person to commit that act; or 20

(c) receiving, comforting or assisting another person, knowing that that other person has committed, or has aided or abetted in the commission of, any act referred to in paragraphs 6(a) to (d.1), for the purpose of enabling that other person to escape, if it was not an offence for that other person to commit that act. 25

Disposition transitoire

Non-application

8 L'alinéa 6d.1) de la *Loi interdisant les armes à sous-munitions*, édicté par le paragraphe 6(1) de la présente loi, ne s'applique pas, pour une période d'un an à compter de la date d'entrée en vigueur de l'article 5 de la présente loi, à une personne concernant un intérêt pécuniaire qu'elle a acquis ou un prêt qu'elle a consenti ou garanti avant cette date. 30 35